

Éditorial : En quête d'une nouvelle voie pour sortir les négociations de Doha de l'impasse

S'il fallait retenir un seul message émanant de la visite du représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, à Genève, c'est que les États-Unis sont en quête d'une nouvelle voie pour sortir les négociations du Cycle de Doha de l'impasse. Il faut avouer, en toute équité envers le nouvel USTR, que les membres ont essayé par trois fois de conclure des modalités au cours des quelques dernières années, et qu'ils ont échoué. « Nous devrions tous être disposés à envisager de modifier le processus de façon à ce qu'il remette les négociations sur une voie plus directe menant à la réussite, » a déclaré M. Kirk à des journalistes à la fin de sa visite de trois jours à Genève. Pourtant, ce changement de méthode ne consistera probablement pas à sauter les modalités pour négocier bilatéralement les engagements tarifaires ligne par ligne, car cette approche signifierait essentiellement que les pays en développement perdraient le pouvoir de négociation qu'ils brandissent lorsqu'ils négocient en tant que groupe.

Comme les États-Unis cherchent à obtenir le meilleur accès aux marchés de chaque pays, la question qui demeure est de savoir comment ils projettent d'aborder les enjeux qui intéressent l'ensemble des membres, notamment s'ils seront disposés à réduire leur soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges à 14,46 milliards de dollars, après avoir apaisé toutes les préoccupations à l'égard de l'accès aux marchés qui s'y rattachent, à abandonner le recours à la remise à zéro lors des négociations sur les Règles ou à répondre à la demande des pays du Coton-4? Pour l'exprimer en termes simples, cela revient à une question de confiance entre les pays en développement, particulièrement l'Inde et la Chine, et leurs homologues développés; or, à ce point des négociations, cette confiance n'est tout simplement pas assez forte.

La visite de M. Kirk à Genève

Les membres de l'OMC ont réservé un accueil chaleureux au nouveau représentant au Commerce des États-Unis (USTR), M. Ron Kirk, à l'occasion de sa première visite à Genève en tant que négociateur en chef des États-Unis. L'USTR a déclaré qu'il avait rencontré les représentants de plus de la moitié des 153 pays membres de l'OMC, avec lesquels il a eu des pourparlers francs et ouverts. Il a répété que les États-Unis sont à l'écoute et continuent d'examiner ce qui se trouve sur la table de négociation.

Il avait fait ce déplacement, en partie, pour se faire une idée plus nette des négociations. « Le président Obama et moi avons tous deux pris un engagement envers le PDD », a-t-il déclaré; en effet, la conclusion de cet accord passe pour être un élément crucial de la réaction à la crise économique. Cependant, pour les États-Unis, le succès doit se traduire par un accord équilibré et ambitieux pour tous les membres. À ce compte, il est persuadé que les pays en développement avancés (en l'occurrence l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud) ont l'occasion de faire preuve de leadership. Les États-Unis se sont engagés, mais ils ne peuvent pas amener les négociations de Doha à une conclusion heureuse tout seule.

« Nous reconnaissons humblement que notre participation n'est pas l'unique facteur nécessaire pour amener ce cycle à une conclusion heureuse (...). Les États-Unis ne croient pas que nous devons reprendre le Cycle de Doha à zéro ou changer le mandat qui le soutient. Nous ne croyons pas non plus qu'il faille jeter aux orties tout le dur labeur qui a déjà été accompli. Nous cherchons à construire en prenant appui sur les progrès que nous avons réalisés et trouver une meilleure voie pour aller de l'avant, et nous souhaitons collectivement réfléchir à une nouvelle piste qui nous permettra de régler les questions restantes ».

L'on considère qu'il s'agit essentiellement d'un léger recul des États-Unis par rapport à leurs positions antérieures. En déclarant que nous ne devrions pas reprendre le PDD à zéro et que nous devrions construire en prenant appui sur le travail qui a déjà été réalisé jusqu'à présent, les États-Unis laissent planer un doute : sont-ils disposés à collaborer en prenant comme point de départ le document sur le projet de modalités de décembre ou veulent-ils revenir à la version de juillet, comme ils l'avaient proposé une fois déjà. L'USTR et les représentants d'entreprises américains ont exprimé des préoccupations au sujet des textes du projet de modalités de décembre 2008. Il semble en outre, s'il faut en croire la déclaration de M. Kirk, que les États-Unis abandonneront probablement l'inclusion des questions liées à l'environnement et au travail dans les négociations actuelles.

Lorsqu'on lui a demandé s'il pense que les pays en développement sont disposés à collaborer à cet égard, M. Kirk a déclaré qu'il est confiant qu'ils feront preuve d'un certain leadership, en se fondant sur l'examen qu'ils ont fait eux-mêmes de ce qui se trouve sur la table. En ce qui nous concerne, la meilleure aide que ces pays pourraient apporter aux pays les moins avancés (PMA) serait de conclure le PDD dans le meilleur délai afin de les aider à sortir de cette crise économique. Le marché américain est ouvert à 98 % aux PMA; tout ce qui manque, c'est l'accès aux pays en développement émergents, comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud.

Chaque pays qu'il a rencontré semble être disposé à s'impliquer dans le processus, a-t-il déclaré, mais il faut recourir à des moyens différents pour changer le processus et aiguiller les négociations sur une voie plus directe menant à la réussite.

Pour ce qui est de l'idée qui a circulé récemment, préconisant que les membres de l'OMC fassent l'impasse sur les modalités pour préparer leurs listes d'engagements et les diffuser d'ici la fin de cette année, avant de commencer des pourparlers bilatéraux sur les tarifs présentant un intérêt particulier pour chaque pays, M. Kirk a affirmé, après que les pays en développement se furent opposés à la proposition, que les États-Unis ne sont pas engagés immuablement dans un processus particulier lorsqu'il s'agit de savoir s'il faut poursuivre les négociations sur les modalités existantes ou passer à l'établissement de listes, c.-à-d. négocier directement ligne par ligne les engagements tarifaires.

Les États-Unis ont cherché à clarifier l'étendue de l'accès aux marchés qu'ils obtiendraient des pays en développement émergents, en particulier du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Des sources ont affirmé que l'ambassadeur de l'Inde, M. Bhatia, a avoué qu'on avait transmis un message clair à l'USTR et qu'il l'avait reçu, affirmant qu'il est fermement convaincu que les États-Unis ne sont pas « enchaînés à une approche particulière ».

« Nous laissons entendre que nous devons être ouverts à toutes les possibilités, » a déclaré l'USTR. Après avoir fait cette déclaration, il a ajouté que « pour ce qui est du bon travail de fond qui a été effectué, il faut manifestement que quelque chose se passe de façon différente pour nous amener à une conclusion heureuse. À plus forte raison que les trois dernières fois au cours desquelles nous nous sommes réunis pour quelque raison que ce fût et avons essayé de parvenir à une conclusion du Cycle de Doha, nous avons été incapables de le faire. »

Lorsqu'on lui a demandé quel était le calendrier auquel les États-Unis songeaient pour faire avancer les choses, M. Kirk a répondu que l'USTR n'a pas déterminé de calendrier particulier, mais qu'il est d'avis que la substance devrait être le moteur du processus et à cette fin, il faut que toutes les parties soient engagées. On pense que la recherche d'une nouvelle approche pour sortir le Cycle de Doha de l'impasse sera probablement examinée au cours d'une série de conférences ministérielles qui devraient se dérouler tout au long de l'été, à commencer par la conférence ministérielle des 7 et 9 juin à Cairns, puis la Conférence annuelle de l'OCDE des 24 et 25 juin, le Sommet du G-8 du 8 au 10 juillet et la Conférence de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) des 21 et 22 juillet à Singapour.

Prochains événements

- Conseil général, 26-27 mai, 28-29 juillet, 13 et 14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 7 au 9 juin 2009 (Indonésie)
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (L'Aquila, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009
- Sommet du G-20, date à confirmer (New York)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de poulet
du Canada



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



Canadian Hatching Egg
Producers
Les Producteurs d'œufs
d'incubation
du Canada

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada